

Affaires d'Angleterre.

La discussion sur les corn-laws a été close à la chambre des communes, dans la séance du 27 février. M. Cobden a prononcé un long discours en faveur des mesures proposées. Après que M. Spooner et lord Bentinck se furent énergiquement déclarés contre les propositions ministérielles, on a procédé au vote sur l'amendement de M. Miles, tendant à ajourner à six mois les mesures de sir Robert Peel. 277 membres présents prenant part au vote; 337 ont voté contre, et 240 ont voté pour. Le projet du gouvernement a ensuite été adopté.

On craint néanmoins que la résistance que rencontre la politique du ministère sur divers points du pays, n'encourage la chambre des lords dans son opposition aux projets de réforme qui lui seront renvoyés après leur adoption par la chambre des communes. Dans ce cas une dissolution du parlement et un appel au pays qui décideraient de la question entre sir Robert Peel, lord John Russell ou lord Stanley, qui reste désormais le chef du parti ultra-terre, deviendraient inévitables.

D'un autre côté, il est certain que la majorité qui soutient les projets du ministère, est formée de trop d'éléments hétérogènes pour que sir Robert Peel puisse espérer gouverner avec son appui; et l'illustre chef du cabinet anglais ne consentirait probablement pas à acheter la faveur d'un concours dédaigné, au prix de concessions continuelles aux whigs, aux chartistes, aux partisans irlandais, et à toutes les autres fractions de l'opposition qui forment la majorité d'aujourd'hui.

Au reste des bruits défavorables à la durée du ministère commencent à circuler en Angleterre. Des difficultés et des hostilités auxquelles il ne s'attendait pas s'accablent devant lui. Plusieurs ministres et un grand nombre de membres du parlement qui avaient donné leur démission, ont vu tourner contre eux la majorité des électeurs. Le secrétaire des affaires d'Irlande, lord Lincoln, le secrétaire d'état des colonies, M. Gladstone, le secrétaire de l'artillerie, un des lords de l'amirauté et deux lords de la trésorerie ont donné leur démission de membres de la chambre des communes et n'ont pas été réélus.

L'Angleterre se montre disposée à faire quelques concessions à l'Espagne pour l'admission des sucres provenant de ses possessions coloniales. Si tel est ainsi, le gouvernement de sir Robert Peel abandonnerait, en cette circonstance, une politique dont il avait lui-même posé les bases contre les provenances des colonies à esclaves. D'ailleurs, nous n'en serions pas surpris, car, on l'a dit depuis longtemps, la politique commerciale des Anglais est de se garder de tout principe absolu.

Le Liverpool-Albion assure que les négociations entre l'Espagne et l'Angleterre au sujet de l'admission des sucres des colonies espagnoles dans les ports anglais, sur le pied des produits des nations les plus favorisées, vont être reprises et qu'elles auront, si l'on en croit, les dispositions manifestées par lord Aberdeen, des résultats aussi satisfaisants pour l'Espagne qu'agréables aux partisans de la liberté du commerce.

Les désordres en Pologne.

La Gazette de Cologne a reçu de Posen une correspondance en date du 22 février qui lui mande l'arrestation de Mgr. Dombrowski, archevêque de Gnesen et Posen, dans le but de faire remarquer que la Gazette de Prusse, qui publie ordinairement les nouvelles les plus fraîches du grand-duché, ne dit rien de cet événement dans son numéro du 26. Toutefois il est annoncé en termes si positifs par le correspondant de la feuille rhénane, qu'il est difficile de le révoquer en doute. Voici comment il s'exprime :

J'ai à vous mander aujourd'hui une triste nouvelle : hier, l'évêque coadjuteur de Posen et Gnesen, Mgr. Dombrowski, a été arrêté et écroué dans la forteresse de Grandentz, sous la prévention d'avoir favorisé les menées politiques. L'agitation produite par cette mesure parmi les catholiques est très grande, bien que sous l'influence de la première peur, elle ne se manifeste pas encore ouvertement. Il est à souhaiter que le prélat revienne bientôt ici, afin que les esprits se tranquillisent et que de nouveaux troubles religieux ne viennent pas aggraver la situation, déjà très fâcheuse, de notre province.

Le correspondant de la Gazette de Cologne annonce ensuite l'arrivée de nombreux renforts militaires. Il y a déjà, paraît-il, huit régiments dans le Grand-Duché, indépendamment de plusieurs qui sont en marche pour cette destination.

Une députation a dû quitter Posen, le 23 février, pour aller implorer la clémence du roi en faveur des détenus politiques, et

exposer à S. M., sous son vrai jour, la situation de la province. On doute cependant que cette députation soit reçue par le roi.

Le corps autrichien, qui est entré le 17 février à Cracovie, se compose de 1,200 hommes d'infanterie, 271 chevaux et une batterie de campagne.

L'occupation du territoire de la république de Cracovie, par les troupes des puissances protectrices, est toujours un fait qui produit quelque émotion dans les chancelleries européennes. Nous avons assisté, il y a dix ans environ, à une occupation de ce genre.

Voici de quelle manière et par quelles circonstances la Gazette générale de Prusse prend soin de motiver la résolution qui a amené cette seconde occupation :

« Des nouvelles dignes de foi reçues de Oppeln et de Breslau, annoncent que dans plusieurs localités qui font partie de la république de Cracovie et situées près de la frontière de Silésie, des troubles ont éclaté dans la soirée du 20. Des bandes armées ont pénétré dans le bourg de Jaworzno, où elles ont délivrés les prisonniers et commis plusieurs assassinats et autres graves excès. La maille-poste venant de Cracovie a été arrêtée et pillée. Des bandes d'émeutiers s'étaient montrés également dans les environs de la ville d'Oswienim (Galicie), ce qui a obligé les autorités de la douane autrichienne de se réfugier sur le territoire prussien. Par suite de ces événements le 2^e régiment de hulans, qui est stationné dans les environs, a reçu l'ordre d'occuper la frontière, afin de protéger les habitants contre toute tentative d'invasion, et aussi d'être en mesure de secourir la république de Cracovie. Un bataillon d'infanterie et quelques compagnies de chasseurs ont en outre été envoyés de Breslau par le chemin de fer. »

Nous n'osons pas dire que, dès le 16, les Autrichiens ont dû occuper la ville de Cracovie, et que, suivant la Gazette d'Augsbourg, jusqu'au 18, la tranquillité publique n'avait pas été troublée.

La Gazette Universelle de Prusse du 27 février publie les lignes suivantes :

« Les dernières nouvelles de Cracovie n'étant pas d'une nature tranquillissante, et au contraire la rébellion paraissant être devenue générale, l'ordre a été donné de placer un plus fort détachement de troupes à la frontière pour rétablir de commun avec les autres puissances protectrices, l'autorité du gouvernement par la force des armes. Plusieurs divisions de troupes de Breslau, de Neisse et d'autres garnisons se sont mises en mouvement. »

La Gazette d'Augsbourg confirme aussi la nouvelle de l'entrée des Autrichiens à Cracovie. Ce n'est que sur l'invitation des autorités elles-mêmes, que ces troupes sont entrées sur le territoire libre de la république. Ces troupes se composent d'un bataillon d'infanterie, d'un escadron et demi de cavalerie et d'une demi-batterie d'artillerie.

L'Observateur autrichien contient l'article suivant :

Depuis quelque temps on remarquait à Cracovie une sourde agitation parmi les membres du parti révolutionnaire, parmi les jeunes gens même des hautes classes, comme parmi un grand nombre d'individus des classes inférieures. Cette agitation augmentait chaque jour de force; personne ne doutait plus qu'on ne préparât à Cracovie un coup-de-main qui servirait de signal aux révolutionnaires des provinces avoisinantes, lesquels, d'après les témoignages recueillis en Galicie et dans le grand-duché de Posen, correspondaient évidemment avec les hommes de la révolution de Cracovie. Les gens qui possédaient quelque fortune en cette ville n'osaient plus guère se montrer, de peur qu'on ne fît les premiers attentats contre eux. Les autorités et les employés de la ville, craignant d'être atteints par les émeutiers, se tenaient dans leurs maisons, et ne se rendaient que dans les cas les plus urgents à leurs bureaux. Ils osaient faire résistance ou prêter la main à des mesures tendant à empêcher le mouvement organisé.

Cet état de choses répandit une terreur panique dans toute la ville et paralysa même l'action du gouvernement de Cracovie, qui ne pouvait se faire illusion touchant l'insuffisance de ses moyens pour étouffer le complot.

Les résidents des puissances protectrices, à Cracovie, ont reçu le 20 février l'avis positif que deux chefs du parti polonais étaient cachés à Cracovie, ou ils attendaient de se mettre à la tête du mouvement qui devait éclater le 20 février. Les derniers jours du carnaval, et que tous les jeunes gens de Cracovie sans exception ceux qui appartenaient aux premières familles, avaient été sommés de se tenir prêts à venir, au premier signal, se grouper autour des chefs de la révolution, qui se feraient alors connaître, pendant que ceux qui n'obéiraient pas seraient point à cette sommation étaient menacés d'ignominie, et de mort, ceux qui oseraient en informer les autorités.

Des données aussi précises et aussi inquiétantes ne permettant pas qu'on résistât aux puissances protectrices de demander, tranquillement, les secours de la loi qui se passait sous leur yeux. Ils demandèrent au sénat de Cracovie et à l'assemblée des résidents étrangers pour conjurer le danger imminent, pour maintenir la tranquillité publique et l'ordre légal, pour protéger les propriétés et la vie des habitants de Cracovie.

Sur la déclaration du sénat qu'il n'en possédait pas les moyens et devait se adresser aux puissances protectrices du soin de prendre les mesures qui leur paraîtraient les plus convenables, les représentants des trois puissances protectrices engagèrent d'abord le général commandant les troupes autrichiennes à Podgorze, vis-à-vis de Cracovie, à se tenir prêt à entrer dans la ville avec des troupes suffisantes, pour être disponible en chaque cas, attendu que la déba-

che de la Vistule menaçait d'interrompre pour plusieurs jours toute communication entre les deux rives.

En conséquence, des troupes autrichiennes ont fait leur entrée à Cracovie le 18 février, ainsi que nous l'avons annoncé. Elles y étaient à peine, qu'une députation du sénat et de la bourgeoisie alla trouver le général commandant les troupes autrichiennes, afin de lui exprimer la profonde gratitude de ses mandataires pour les secours prêtés à la ville dans un moment si critique et si périlleux.

Posen, 19 février.

L'arrestation dans les environs de Gnesen, d'un émissaire polonais qui fut chargé de se rendre ici le 14 au matin, a tellement effrayé plusieurs individus tels que le jeune comte de Lonski, Bachowski, etc., qu'ils se sont débarrassés par la fuite au mandat d'amener qui avait été lancé contre eux. Parmi les détenus se trouve aussi le professeur Liebelt, qui rédigeait le feuilleton de notre gazette politique. Mais le docteur Matecki, non plus que M. Marzinkowski, ne sont point arrêtés, comme on l'a dit d'abord. On ne saurait nier que la fermentation des esprits continue parmi les Polonais; l'avortement de leurs plans et les arrestations qu'on opère ne font que les irriter davantage, en sorte qu'une légère cause pourrait avoir des conséquences très fâcheuses, que malgré la tranquillité qui règne, on a raison d'occuper militairement le grand-duché.

On continue d'arrêter des propriétaires polonais. Quantité de gens de cette nation sont gravement compromis; il est de fait qu'on se proposait d'empoisonner les troupes en garnison à la citadelle et, selon le Catechisme révolutionnaire trouvé en de nombreux exemplaires, on ne voulait épargner ni le soldat, ni le capitaine, ni le lieutenant, ni le colonel, ni le général, ni même le roi, si l'empêchement de religion catholique. Ainsi, peu à peu, mais, sur tous les conjoints, la charge d'avoir mérité un vil assassinat et un message d'ailleurs fort inutile, puisqu'il n'y a plus aucune supposition, toute l'affaire n'aurait pas moins été étouffée au bout d'une quinzaine de jours au plus. Malgré toutes les belles promesses des communistes, les paysans n'auraient pas voulu s'associer à la folle entreprise de cette poignée de gentils-hommes, et quelques vagabonds seulement auraient pris part à ce mouvement. Néanmoins les autorités et le militaire exécutent toujours la plus exacte surveillance, jusqu'à la tranquillité n'a pas reçu le moindre relâche, et on ne peut être presque tous les chefs de complot, et il est pas à supposer qu'il puisse survenir de nouveaux troubles.

On écrit de Breslau, 23 février :

On reçoit toujours les plus affligeantes nouvelles de la frontière polonaise. Des bandes armées ont pénétré, dit-on, dans le territoire prussien et ont commis les plus grands excès dans deux villages. On rapporte des choses encore pires des environs de Cracovie, où l'on prétend que l'arrestation d'un prêtre a fait éclater un soulèvement véritable contre le militaire autrichien. On va jusqu'à dire, sur la foi de correspondances particulières, que plusieurs prêtres dudit lieu ont banni et caché les armes des rebelles! Ces bruits acquièrent un grand crédit par le départ soudain de plusieurs détachements de notre garnison. Un détachement des tirailleurs et de l'artillerie sont partis hier pour la Haute-Silésie; ce matin à 4 heures et demi, le 1^{er} bataillon du 10^e régiment d'infanterie a pris la même direction, et l'on croit que ces troupes sont destinées à entrer également dans Cracovie.

de New-York jusqu'au 5 février. On croyait généralement que les négociations entre M. Pakenham et M. Buchanan au sujet de la question d'Oregon étaient reprises, et on espère que l'on parviendra à un arrangement à l'amiable.

L'état de Pennsylvanie a payé ses intérêts jusqu'au 2 février. Les supériorités naturelles se sont fait écouter et ont repris le dessus. La voix des intérêts matériels est plus évidente s'est fait entendre, et quoiqu'on se soit efforcé de se tenir libre arbitre à reconnaître que la guerre serait désastreuse pour l'Union, elle ne parvient pas à empêcher les esprits de se porter à y gagner; car qu'est-ce que vaut l'Oregon tout entier, dépouillé qu'il est de population, de bons ports, de terres fertiles? Et en quoi l'honneur national aurait-il à souffrir d'un accommodement avec l'Angleterre sur une question qui est essentiellement incertaine, car les négociateurs des anciens traités, ne songeant pas à l'Oregon ou n'y attachant aucun prix, n'avaient rien stipulé ni pu stipuler de précis et de définitif sur ce territoire.

Les plus grands intérêts de l'Union lui commandent le paix. Et d'abord, le premier intérêt d'un peuple devant une question de la guerre est posée, est d'éviter une défaite certaine. Or, pour tout homme de sens rassis, il devait être palpable, à Washington

verger.
— Dis donc, tu devrais m'y conduire un jour avec toi.
— Est-ce que c'est possible, et à quel titre?
— Tu as raison, mais tu m'as fait venir l'eau à la bouche, il faut absolument que je voie cela; je trouverai un moyen.
— Pas de bêtises, Caderousse!
— Je me présenterai comme frotteur.
— Il y a des tapis partout.
— Ah! peindre! alors il faudra que je me contente de voir cela en imagination.
— C'est ce qu'il y a de mieux, crois-moi.
— Tâche au moins de me faire comprendre ce que cela peut être.
— Comment veux-tu?
— Rien de plus facile. Est-ce grand?
— Ni trop grand ni trop petit.
— Mais comment est-ce distribué?
— Dame! il me faudrait de l'encre et du papier pour faire un plan.
— En voilà! dit vivement Caderousse.
Et il alla chercher sur un vieux secrétaire une feuille de papier blanc, de l'encre et une plume.
— Tiens, dit Caderousse, trace-moi tout cela sur le papier, mon fils.
Andrea prit la plume avec un imperceptible sourire et commença :
— La maison, comme je te l'ai dit, est entre cour et jardin; vois-tu, comme cela.
Et Andrea fit le tracé du jardin, de la cour et de la maison.
— De grands murs?
— Non, huit ou dix pieds tout au plus.
— Ce n'est pas grand, dit Caderousse.
— Dans la cour, des caisses d'orangers, des pelouses, des massifs de fleurs.
— Et pas de pièges à loups?
— Non.
— Les écuries?
— Aux deux côtés de la grille, où tu vois, là.
Et Andrea continua son plan.

— Voyons le rez-de-chaussée, dit Caderousse.
— Au rez-de-chaussée, salle à manger, deux salons, salle de billard, escalier dans le vestibule, et petit escalier débordé.
— Des fenêtres?
— Des fenêtres magnifiques, si belles, si larges, que ma foi, oui, je crois qu'un homme de ta taille passerait par chaque carreau.
— Pourquoi diable a-t-on des escaliers quand on a des fenêtres pareilles?
— Que veux-tu? le luxe.
— Mais des volets?
— Oui, des volets, mais dont on ne se sert jamais. Un original, ce comte de Monte-Christo, qui aime à voir le ciel, même pendant la nuit.
— Et les domestiques, où couchent-ils?
— Oh! ils ont leur maison à eux. Figure-toi un joli hangar à droite en entrant, où l'on serre les échelles. Eh bien! il y a sur ce hangar une collection de chambres pour les domestiques, avec des sonnettes correspondantes aux chambres.
— Ah diable! des sonnettes!
— Tu dis?
— Moi, rien. Je dis que cela coûte très-cher à poser, les sonnettes, et à quoi cela sert-il, je te le demande?
— Autrefois il y avait un chien qui se promenait la nuit dans la cour, mais on l'a fait conduire à la maison d'Auteuil, tu sais, à celle où tu es venu?
— Oui.
— Moi je le lui disais encore hier: C'est impudent de votre part, monsieur le comte; car lorsque vous allez à Auteuil et que vous emmenez vos domestiques, la maison reste seule.
— Eh bien! a-t-il demandé, après?
— Eh bien! après, quelque beau jour on vous volera.
— Qu'a-t-il répondu?
— Ce qu'il a répondu?
— Oui.
— Il a répondu: Eh bien! qu'est-ce que cela me fait qu'on me vole.
— Andrea, il y a quelque secrétaire à mécanique.

— Comment cela?
— Oui, qui prend le voleur dans une grille et qui joue un air. On m'a dit qu'il y en avait comme cela à la dernière exposition.
— Il a tout bonnement un secrétaire en acajou auquel j'ai toujours vu la clé.
— Et on ne le voit pas?
— Non, les gens qui le servent lui sont tout dévoués.
— Il doit y en avoir, dans ce secrétaire-là, hein, de la monnaie?
— Il y a peut-être... on ne peut pas savoir ce qu'il y a.
— Et qu'est-il?
— Au premier.
— Fais-moi donc un peu le plan du premier; le petit, comme tu m'as fait celui du rez-de-chaussée?
— C'est facile.
Et Andrea reprit la plume.
— Au premier, vois-tu, il y a un grand salon; à droite du salon, bibliothèque et cabinet de travail; à gauche du salon, une chambre à coucher et un cabinet de toilette. C'est dans ce cabinet de toilette qu'est ce fameux secrétaire.
— Et une fenêtre au cabinet de toilette?
— Deux; là et là.
Et Andrea dessina deux fenêtres à la pièce qui, sur le plan, faisait l'angle, et figurait comme un carré moins grand ajouté au carré long de la chambre à coucher.
Caderousse devint rêveur.
— Et va-t-il souvent à Auteuil? demanda-t-il.
— Deux ou trois fois par semaine; demain, plus tard, il doit y aller passer la journée et la nuit.
— Tu en es sûr?
— Il m'a invité à y aller dîner.
— A la bonne heure, voilà une existence! dit Caderousse: maison à la ville, maison à la campagne.
— Voilà ce que c'est que d'être riche.
— Et iras-tu y dîner?
— Probablement.

comme à Londres, que la première campagne devait être à l'avantage de la Grande-Bretagne, car cette puissance a fait depuis plusieurs années d'immenses préparatifs : vaisseaux à voiles et à vapeur, munitions, matelots et soldats de marine, tout est prêt dans ses arsenaux. L'Amérique, au contraire, est prise au dépourvu, et n'a rien à opposer à son formidable adversaire.

Les intérêts agricoles, commerciaux et manufacturiers avaient-ils quelque chose à attendre d'une guerre? Le coton, qui forme le principal article de l'exportation américaine, eût été retenu par un blocus rigoureux dans les ports de la Nouvelle-Orléans, de Mobile, de Charleston et de Savannah. C'eût été le renversement de la plupart des fortunes dans les douze ou treize Etats qui cultivent ce précieux article. Le commerce des ports de New-York, de Boston, de Philadelphie, de Baltimore, qui a répandu tant de capitaux dans le pays, eût été ruiné, parce que l'Angleterre est en mesure de bloquer tous ces ports; ses forces maritimes le lui permettent. L'Amérique ne pourrait prendre sa revanche qu'au moyen de croiseurs et de corsaires. Les bâtiments armés en course par les Etats-Unis causeraient sans aucun doute un grand dommage au commerce anglais; mais ce dommage, quelque considérable qu'il eût pu être, eût été moindre que celui que l'Amérique aurait subi; enfin ce ne sont pas les gains faits par des corsaires qui réparent les torts éprouvés par le commerce régulier. Et dans un pays ainsi appauvri quels débouchés auraient trouvés les manufacturiers nationaux, même affranchis, par la guerre, de la concurrence des produits anglais?

Tous les efforts combinés du parti exalté seront sans résultat. Les manufacturiers ont compris que ce serait payer trop cher le maintien de leur protectorat que de l'acheter au prix d'une guerre qui semblerait la ruine autour d'eux. Dans les Etats de l'Ouest, on commence à apprécier la solidarité qui unit tous les membres de la Fédération; de telle sorte que si Cincinnati et Louisville n'ont rien à craindre des bombes anglaises, cependant elles auraient beaucoup à souffrir de la dévastation de Boston et de la ruine de New-York ou de Baltimore. On n'y ignore pas non plus que si l'Ouest est florissant, c'est que ses farines et ses salaisons trouvent un débouché lointain au travers des mers, et qu'ainsi il importe aux cultivateurs de l'Ouest que les bouches du Mississippi, de l'Hudson et de la Delaware ne soient pas barrées par des escadres ennemies. On se dit enfin que, même en étant l'adversaire de Cass, il est permis de se refuser à créer des chances à son ambition au moyen d'une calamité publique.

C'est aux Etats du Sud qu'appartient le principal honneur de rétablir les affaires de la paix. C'est qu'au sein de ces Etats sont ceux auxquels la guerre eût porté le plus grand préjudice. Elle eût ouvert pour eux un abîme de malheur. Il ne s'agit pas, en effet, seulement pour eux de continuer de vendre leurs cotons que l'Europe achète à 25 millions. Si une guerre acharnée éclatait entre eux et les Etats du Nord, il y aurait une subversion sociale dans le Sud, car il est indubitable qu'une armée de 100,000 hommes essaierait d'y proclamer l'affranchissement des esclaves.

Affaires du Mexique.

On a reçu des nouvelles du Mexique jusqu'au 8 janvier et de Vera-Cruz jusqu'au 13 janvier. Ces nouvelles nous apprennent l'élévation de Parédes, à la présidence de la république et la composition du nouveau cabinet à la tête duquel se trouve le général Almonte.

On sait que l'ex-président Santa-Anna a adressé aux cabinets de Londres et de Paris un mémoire dans lequel il fait le bilan de la situation du pays. C'est ce bilan que nous publions dans ce journal. Il établit la monarchie. L'indépendance du Mexique ne produit une vive sensation en Espagne, car elle réveille toutes les antipathies qui existent pour ce vaste empire du Nouveau-Monde. L'opinion publique semble embrasser avec joie l'idée de placer un prince espagnol sur l'ancien trône de Montezuma.

Nous reproduisons l'avis de l'Empereur, qui en cette occasion a tenu à honorer le Mexique par sa présence à rallier tous les partis à son opinion. L'Empereur a dit :

« Une réaction que la presse espagnole ne peut faire passer inaperçue, vient de s'opérer au Mexique. Cette société nouvellement constituée, cette république au berceau, est ébranlée jusque dans ses fondements. Ses secousses les plus violentes se succèdent, et il ne lui reste qu'un seul espoir pour conserver son indépendance et sa nationalité, c'est de changer son système de gouvernement et d'élever un trône sur les débris du fauteuil de la tyrannie la plus lourde, c'est de se tourner vers le Mexicain du nom de liberté, et les maux incessants qui les ont accablés depuis leur sé-

paration de la mère-patrie, ont fait évanouir une à une toutes les illusions que les descendants de Fernand Cortez et de Montezuma s'étaient créées. Dans une pareille situation, deux moyens se présentent pour en sortir : le premier serait que la république du Mexique, s'humiliant devant le colosse de l'Amérique, suivit le sort du Texas, et sacrifiait aux Etats-Unis son indépendance, et sa nationalité; le second moyen serait de s'adresser à ses principes compatriotes, de se constituer en monarchie, et d'appeler au trône un prince espagnol.

Le premier de ces moyens semble d'une exécution immédiate plus facile que le second; mais que d'obstacles et d'inconvénients n'offre-t-il pas pour le bonheur et la gloire des habitants du Mexique! Comment établir une union véritable, une sincère amitié, entre deux peuples étrangers l'un à l'autre par l'origine, le langage, la politique? Le peuple mexicain, affilié aux Etats de l'Union, et n'ayant point pris part à la grande révolution qui les a érigés en république, occuperait le dernier rang parmi eux. Effacé du catalogue des nations, sans avenir, sans nationalité, sans gloire, l'humiliation du Mexique devant les puissants rivaux de l'Angleterre ne lui vaudrait pas même quelques-uns de ces immenses avantages qui peuvent jusqu'à un certain point compenser la perte de la liberté. Mais si, écoutant la voix de leurs véritables intérêts, ils se ralliaient à leur ancienne patrie, combien leur situation serait différente!

Dès qu'un prince espagnol serait placé sur le trône du Mexique, cet ancien joyau de la couronne de Castille resterait une nation libre, grande et indépendante. Le Mexique occuperait bientôt une des premières places dans ces régions lointaines, son influence se ferait sentir parmi les Etats qui l'avoisinent, et, rival en puissance et en relations de la nation qui domine aujourd'hui le Nouveau-Monde, le peuple mexicain s'élèverait à une telle hauteur que son bonheur et sa stabilité politique ne pourraient plus donner lieu au moindre doute. La politique européenne approuverait aussi cette combinaison. L'Angleterre n'aurait pas souffert que la république de l'Union, déjà élevée à un si haut degré de puissance, ajoutât à sa récente acquisition du Texas la domination du vaste territoire mexicain, car ce serait donner à ses rivaux le moyen d'arriver à la suprématie des mers. La France verrait, de son côté, dans la réunion du Mexique aux Etats-Unis, le coup de grâce pour ses possessions d'outre-mer, qui ne tarderaient pas à se soumettre au colosse américain; enfin les autres Etats européens ne consentiraient point à ce que la balance penchât tellement en faveur des Etats-Unis qu'elle leur donnât une prépondérance qui les rendrait maîtres presque exclusifs du commerce et de la navigation.

Mais l'avènement d'un prince espagnol au trône du Mexique deviendrait un gage certain d'ordre et de paix pour ces régions lointaines, un élément d'opposition constante à l'ambition du peuple de Washington, et en outre le protectorat de l'Espagne ne pourrait faire naître aucune crainte, car malheureusement notre gouvernement est loin d'occuper le rang où Charles-Quint et Philippe l'avaient placé lorsque leur sceptre gouvernait les deux hémisphères et que leur pavillon était respecté en Italie, en Flandre, en Afrique, en Portugal et en Amérique. Nous ne croyons pas que cette question, d'un intérêt si général et si positif pour le Mexique, y éveille la moindre opposition dans aucun des partis qui le divisent; car le conservateur et le progressiste, l'absolutiste et le démocrate se réunissent lorsqu'il s'agit de la gloire et de l'honneur national.

Santa-Anna s'était également adressé au gouvernement espagnol; il paraît que celui-ci a répondu qu'ayant reconnu la république mexicaine, il ne peut agir ouvertement contre elle; mais qu'il ne s'oppose pas à ce que Santa-Anna recoure des soldats en Europe et à Cuba, ce que Santa-Anna aurait fait.

Nouvelles d'Espagne.

Le conseil des ministres s'est mis d'accord sur ses premiers travaux. Le budget des finances de l'ancien ministre a été retiré des mains de la commission. Le budget des recettes sera amendé de la manière suivante :

La contribution territoriale sera réduite au chiffre de 200 millions de réaux; la contribution des loyers sera supprimée. Les 20 p. c. qui devaient être retenus sur le paiement des classes passives, leur seront rendus. La contribution sur les articles de consommation sera diminuée.

La question de licenciement des milices provinciales n'est pas encore résolue. Les termes de la durée du service de 15 à 20 ans, qui ont été proposés, ne sont pas agréés. Il y a eu un grand nombre de forces armées pour faire face à la situation des affaires du service militaire.

Cette importante question ne tardera pas cependant à être résolue. Dès lundi, le ministère doit, en effet, soumettre au congrès toute la première partie de ses travaux.

Outre le système financier avec ses modifications, les projets de loi suivants doivent être présentés aux cortès : 1° loi des participations (laquelle ayant droit à des prestations); 2° loi d'ordre public; 3° loi de la liberté de la presse. On dit que le jury figurera de nouveau dans cette dernière loi. Cette circonstance sera de nature à faire bienvenir le ministère auprès des membres des corps législatifs amis des progrès.

Le bruit court que l'ambassade de Paris a été offerte à M. Martinez de la Rosa; qu'une place dans le conseil d'état a été

mise à la disposition de M. Pidal, et que M. Mon on a été appelé à remplacer M. Isturiz comme commissaire royal près la banque de St.-Ferdinand. On ignore si ces offres ont été acceptées.

Toutes les rumeurs sur de prétendues scissions dans le cabinet sont dénuées de fondement. Il est probable que le ministère rencontrera quelque opposition dans la chambre des députés; il s'y attend, mais il compte sur l'appui de la majorité pour l'aider à faire passer des mesures importantes dans l'intérêt du service public.

Il paraît certain que la Banque de St.-Ferdinand continuera de faire au cabinet actuel les mêmes avances qu'à son devancier. Au reste on dit qu'un arrangement définitif à cet égard ne doit être conclu que lorsque l'exposé financier de M. Pena Aguirre aura été présenté aux cortès. La séance de lundi et les explications qui doivent y être données fixeront les esprits sur beaucoup de points importants.

VARIÉTÉS.

HISTOIRE DE LA CAPTIVITÉ DE SAINTE-HELENE.

Par le général Montholon,

Compagnon d'exil et exécuteur testamentaire de l'Empereur.

(Suite. — Voir notre numéro d'hier.)

CHAPITRE XII.

Continuation des détails sur la vie intérieure de Longwood.

Le 1^{er} janvier 1817 arriva, mais plus triste encore que ne l'avait été le 1^{er} janvier précédent. Le départ du comte de Las-cases nous avait laissés sous de pénibles impressions.

Il y a de ces anniversaires plus sombres que les autres, parce qu'ils ramènent naturellement des souvenirs qui forcent l'homme à faire la comparaison du passé avec le présent.

Le 1^{er} janvier, cette fête de famille où l'empereur aux Tuileries était d'abord salué par une femme qu'il adorait, par un fils qui faisait tout son espoir, par un peuple dont il rêvait le bonheur, par quatre rois, ses frères de sang, et enfin par dix ou douze autres rois qui se hissaient ses frères d'adoption; cet anniversaire se présentait cette fois dans des circonstances bien différentes.

Au lieu des Tuileries, notre misérable habitation; au lieu de la France tant regrettée, Sainte-Hélène tant maudite; au lieu des caresses de famille, des souhaits des courtisans, des cris de joie du peuple, des hommages de l'Europe, les souhaits stériles de quelques compagnons de captivité, dont, à chaque instant, sur le caprice d'un odieux geôlier, le nombre pouvait diminuer encore!

Toutefois, l'empereur reçut avec bonté nos hommages et nos vœux.

« J'y crois, nous dit-il; mais je n'attends du sort que la mort pour mettre un terme à mon supplice. Vous voyez que chaque jour est marqué par un nouvel outrage. Je vous plains, car plus vous me donnerez de témoignages de votre dévouement, plus vous devez souffrir de mes propres souffrances. Espérons du moins que M. Lowe laissera passer cette journée sans nous tourmenter.

« Vos enfants dîneront avec moi, je veux que leur joie soit complète.

Puis, prenant avec tendresse les mains d'Hortense et de Napoléon, il leur dit : « Allons, venez, à vous deux les premières étrennes. »

L'espoir de l'empereur ne devait pas se réaliser, et l'année aurait forcément ramené ses pensées sur sa cruelle position, si le général Gourgaud n'avait eu l'idée de lui offrir le secret du prétendu malentendu qui le faisait prisonnier d'un soldat pendant une heure.

Une des sentinelles d'Attaghty interprétant mal sa consigne, arrêta le général Gourgaud, qui ne fut délivré qu'à l'expiration de la faction de cette sentinelle, quand le caporal la releva. Le grand-maréchal s'empressa d'écrire à sir Hudson-Lowe, pour porter plainte; mais celui-ci se contenta de répondre, selon son habitude, que c'était une erreur qui ne se renouvelerait plus, et huit jours après, même erreur se renouvelait. Comment pouvait-il en être autrement, lorsque la consigne inter-

craignais qu'il ne t'arrivât pour l'or.

— Je ne le vendrai pas, sois tranquille.

— Non, pas d'ici à après-demain du moins, pensa le jeune homme.

— Heureux coquin, dit Caderousse, tu t'en vas retrouver les laquais, tes chevaux, ta voiture et ta fiancée.

— Mais, oui; dit Andrea.

— Dis donc, j'espère que tu me feras un joli cadeau de nocces le jour où tu épouseras la fille de mon ami Danglars?

— Je t'ai déjà dit que c'était une imagination que tu t'étais mise en tête.

— Combien de dot?

— Mais je te dis...

— Un million?

— Andrea haussa les épaules.

— Va pour un million, dit Caderousse; tu n'en auras jamais autant que je t'en désire.

— Merci, dit le jeune homme.

— Oh! c'est de bon cœur, ajouta Caderousse en riant de son gros rire.

Attends que je te reconduise.

— Ce n'est pas la peine.

— Si fait.

— Pourquoi cela?

— Oh! parce qu'il y a un petit secret à la potée; c'est une mesure de précaution que j'ai cru devoir adopter; sache Huret et Fichet, revu et corrigé par Gaspard Caderousse. Je t'en confierai une pareille quand tu seras capitaliste.

— Merci, dit Andrea; je te ferai prévenir huit jours d'avance.

Ils se séparèrent. Caderousse resta sur le palier jusqu'à ce qu'il eût vu Andrea, non-seulement descendre les trois étages, mais encore traverser la cour. Alors il entra précipitamment, referma sa porte avec soin et se mit à étudier en profond architecte le plan que lui avait laissé Andrea.

— Ce cher Benedetto, dit-il, je crois qu'il ne serait pas fâché d'hériter, et que celui qui avancera le jour où il doit palper les cinq cent mille francs ne sera pas son plus méchant ami.

(La suite à demain.)

— Quand tu y dînes, y couches-tu?
— Quand cela me fait plaisir. Je suis chez le comte comme chez moi.
Caderousse regarda le jeune homme comme pour arracher la vérité du fond de son cœur. Mais Andrea tira une boîte à cigares de sa poche, y prit un havane, l'alluma tranquillement et se mit à le fumer sans affectation.
— Quand veux-tu les cinq cents francs? demanda-t-il à Caderousse.
— Mais tout de suite, si tu les as.
— Des jaquettes? dit Caderousse, non, merci!
— Eh bien! tu les mérites?
— Je les estime au contraire; mais je n'en veux pas.
— Tu gageras le change, imbécile: l'or vaut cinq sous.
— C'est ça, et puis le changeur fera suivre l'ami Caderousse, et puis on lui mettra la main dessus, et puis il faudra qu'il dise quels sont les fermiers qui lui paient ses redevances en or. Pas de bêtises, le petit: de l'argent tout simplement, des pièces rondes à l'effigie d'un monarque quelconque. Tout le monde peut se rendre à une pièce de cinq francs.
— Tu comprends bien que je n'ai pas cinq cents francs avec moi, il m'aurait fallu prendre un commissionnaire.
— Eh bien! laisse-les chez-toi, à ton concierge, c'est un brave homme, j'irai les prendre.
— Aujourd'hui?
— Non, demain, aujourd'hui je n'ai pas le temps.
— Eh bien! soit, demain en partant pour Autueil je les laisserai.
— Je peux compter dessus?
— Parfaitement.
— C'est que je vais arrêter d'avance ma bonne voisine.
— Arrête: mais ce sera fini. hein? tu ne me tourmenteras plus?
— Jamais.
Caderousse était devenu si sombre, qu'Andrea craignait d'être forcé de se rendre à ce changement. Il redoubla donc de gaieté et d'insouciance. Comme tu es guilleret, dit Caderousse, on dirait que tu tiens déjà ton héritage.
— Non pas, malheureusement!... Mais le jour où je le tiendrai!
— Eh bien?

— Eh bien! on se souviendra des amis, je ne te dis que ça.
— Oui, comme tu as bonne mémoire, justement.
— Que veux-tu? je croyais que tu voulais me raçonner.
— Moi! oh! quelle idée! Moi qui au contraire vais encore te donner un conseil d'amis?
— Lequel?
— C'est de laisser icile diamant que tu as au doigt. Ah ça! mais tu veux donc nous faire prendre? tu veux donc nous perdre tous les deux, que tu fais de pareilles bêtises?
— Pourquoi cela? dit Andrea.
— Comment! tu prends une livrée, tu te déguises en domestique, et tu gardes au doigt un diamant de quatre à cinq mille francs!
— Reste! tu estimes juste! Pourquoi ne te fais-tu pas commissaire-priseur?
— C'est que je m'y connais en diamants, j'en ai eu.
— Te conseille de t'en vanter, dit Andrea, qui, sans se courroucer, comme te craignait Caderousse, de cette nouvelle extorsion, livra complaisamment la bagne.
Caderousse la regarda de si près qu'il fut clair pour Andrea qu'il examinait si les arêtes de la coupe étaient bien vives.
— C'est un faux diamant, dit Caderousse.
— Allons donc, fit Andrea, plaisantes-tu?
— Oh! ne te fâche pas, on peut voir.
Et Caderousse alla à la fenêtre, fit glisser le diamant sur le carreau, entendit crier la vitre.
— Confiteur! dit Caderousse en passant le diamant à son petit doigt, je me trompais; mais ces voleurs de joailliers imitent si bien les pierres, qu'on n'ose plus aller voler dans les boutiques de bijouterie, c'est encore une branche d'industrie paralysée.
— Eh bien! dit Andrea, est-ce fini? as-tu encore quelque chose à me demander? tu fais-tu ma veste? veux-tu ma casquette? ne te gêne pas pendant que tu y es.
— Non, tu es un bon compagnon au fond. Je ne te retiens plus, et je tâcherai de me guérir de mon ambition.
— Mais prends garde qu'en vendant ce diamant il ne t'arrive ce que tu

prétée en notre faveur valait cent coups de fouet, tandis qu'interprétée contre nous, elle n'était qu'un excès de zèle, un gage de fidélité, un témoignage de mauvaises dispositions à notre égard ?

Nous apprimes à cette occasion que Sir Hudson-Lowe donnait personnellement et de vive voix, dans ses courses à cheval, des consignes aux sentinelles, sans que les chefs de postes en eussent connaissance autrement que par le rapport du caporal, quand il relevait le factionnaire auquel la consigne extraordinaire avait été ainsi donnée contrairement à tous les règlements du service militaire. Nous apprimes également que le soldat qui avait arrêté le général Gourgaud, avait reçu de sir Hudson-Lowe l'ordre positif d'arrêter tout Français qui se présenterait à Huttigate pour passer, sans être accompagné d'un officier anglais, fût-ce même le général Bonaparte.

L'édifier de ce jour fut un véritable dîner de famille; tous les frais en furent faits par nos enfants. Leur bonheur juvénile réveilla chez l'empereur les souvenirs de la jeunesse. Ses premières amours, comme ses premières méditations sur le bonheur, revinrent à sa pensée; il prit plaisir à nous parler de ses longs entretiens avec l'abbé Reynal, de sa correspondance avec cet homme célèbre, et de ce qu'il avait écrit sous ses inspirations.

La correspondance de l'empereur avec l'abbé Reynal et les manuscrits de ses premiers travaux littéraires avaient été confiés par lui, pendant la révolution, à un Lyonnais, dont il avait oublié le nom. Il l'avait surchargé de lettres, et lui avait permis de ne pas recevoir ces premières impressions de sa jeunesse. M. de Talleyrand était trop bon courtisan pour laisser échapper une si belle occasion d'être agréable à son maître. Il ne dit rien, mais son premier soin, en rentrant dans Paris, fut de faire appeler M. Dérénod, ancien oratorien; l'un des habitués de son intérieur et l'homme de France le plus capable, par son esprit, son instruction et ses relations littéraires, de découvrir le dépositaire des manuscrits.

Quinze jours ne s'étaient pas passés, que M. de Talleyrand se rendit à Saint-Cloud, ayant soigneusement placé dans son portefeuille de ministre des affaires étrangères le dossier arrivé de Lyon la veille. L'empereur le parcourut avec avidité; il y trouva avec étonnement deux manuscrits de lettres à M. Buzot et une profession de foi républicaine, sous le titre de *Souper de Beauvau*.

Ces écrits étaient empreints de l'exaltation produite dans une jeune tête par les événements de la révolution; ils les jeta au feu; mais il conserva, malgré leur tendance tout aussi républicaine, un travail sur l'histoire de Corse, et la copie d'un mémoire sur les sentiments qu'il importe le plus d'inculquer aux hommes pour leur bonheur. L'académie de Lyon avait décerné une médaille d'or à son auteur; cet hommage d'un corps savant était un souvenir précieux de sa jeunesse.

C'était ainsi que les jours, espère d'éphémérides vivantes, capotaient l'empereur par le fil insaisissable et capricieux du souvenir; tantôt aux jours de sa jeunesse ignorée, mais toujours laborieuse; tantôt aux jours glorieux de son consulat triomphant; tantôt aux jours déjà plus sombres et plus orageux de sa toute puissance.

Un jour, le général Bédier, chef de la cavalerie, vint à Saint-Cloud, par un événement qui m'impressionna beaucoup. Il nous apportait la nouvelle du bombardement d'Alger par lord Exmouth. « La destruction des Barbaresques, nous dit l'empereur, était un de mes projets; je n'ai jamais compris comment les puissances maritimes de l'Europe se soumettaient à payer des tributs à ces barbares. Pendant le traité d'Amiens, j'ai proposé à l'Angleterre d'en finir avec eux; je ne me rappelle plus ce qui a empêché que nous pussions nous entendre à cet égard. Plus tard, j'ai donné à plusieurs reprises des ordres au ministre de la marine pour étudier la question d'Alger. Je ne pense pas que l'Angleterre ait adopté le meilleur moyen en attaquant de vive force les batteries d'Alger. C'était exposer ses vaisseaux à une destruction presque certaine. Un focus sévère ou un débarquement de quelques milliers d'hommes et une attaque par terre, me paraissent assurer plus sûrement le résultat qu'on doit obtenir, et sans exposer inutilement de braves gens contre une canaille. Et puis, quand on avait fait lord Exmouth, si le lendemain du bombardement, le bey d'Alger avait refusé de consentir à une seule des conditions que j'ai imposées à l'Angleterre? Il lui aurait été impossible de recommencer le combat avec des vaisseaux désemparés, et de se défendre de tout, d'attendre une nouvelle escadre, ou de se faire quelque chose de mieux, et alors quelle honte de lever l'ancre!

Si les Algériens sont frappés d'un revers et qu'ils exécutent le traité que lord Exmouth vient de leur dicter à coups de canon, l'Angleterre aura rendu un grand service à l'humanité; mais je ne puis croire qu'il en soit ainsi. Et puis, d'ailleurs, ces barbares ne changeront pas leurs habitudes pour leurs prisonniers, et ils les traiteront d'autant plus cruellement, qu'ils n'auront plus d'espérance d'en obtenir rançon.

L'ordre de Malte avait une noble pensée, et si les Anglais avaient exécuté fidèlement le traité d'Amiens, l'empereur Paul aurait certainement rendu cet ordre à sa valeur primitive. Ce prince avait attaché un grand prix au titre de protecteur de Malte; son esprit chevaleresque se complaisait dans cette idée que le drapeau de l'ordre redevint la terreur des Barbaresques et la protection du commerce dans la Méditerranée. Sa colère fut telle, lorsqu'il apprit le refus du ministère anglais de remettre Malte en ses mains, qu'il donna un grand coup de son épée dans la dépêche qui lui arriva et ordonna à son ministre des affaires étrangères de la renvoyer à Londres.

Paul avait de l'âme, il était accessible aux plus nobles résolutions; mais toutes ses facultés morales étaient comprimées par les préoccupations inquiètes de cet instinct de fatalité que l'on voit souvent remarquer dans nos soldats. L'année, par exemple, qui fut le milieu de la bataille d'Aspern, le jour de la bataille de Wagram, pour me demander de signer sur l'ordre de transmission de son titre et de son majorat de comte au prince de Neuchâtel, parce qu'il sentait sa mort dans la bataille de Wagram, et le malheureux avait raison. Cervoni, qui me disait, à Berlin, au moment où il se retirait pour la première fois, que les coups de canon près de moi depuis l'Italie: « Sire, vous n'avez pas le courage de quitter Marseille que j'ai vu, en m'écritant que pour les ministres, les grades de la Légion d'Honneur ne s'accroissent que devant l'ennemi, vo voilà.

« C'est mon dernier jour. » Et un quart d'heure après, un boulet lui enlevait la tête.

Cependant l'insulte faite au général Gourgaud par la sentinelle de Huttigate n'avait pu être longtemps cachée à l'empereur. Ces secousses continuelles affectaient sa santé, car alors il se renfermait obstinément dans son appartement, et chaque fois aussi c'était tout un travail diplomatique pour nous que de le décider à reprendre l'air, et encore n'y réussissions-nous que lorsque le besoin d'exercice se faisait vivement sentir et se manifestait par le gonflement des jambes et les maux de tête. L'empereur se persuadait toujours qu'un bain de plusieurs heures et le travail de nuit étaient les grands remèdes contre les maux produits par le manque d'exercice. Il est vrai que presque toujours il se trouvait bien de ce régime.

L'empereur conçut l'espoir d'obtenir du prince-régent quel que frein au pouvoir despotique de sir Hudson-Lowe. Il ne pouvait s'accoutumer à l'idée qu'un roi d'Angleterre n'eût d'autre pouvoir que de nommer des ministres. Il me dicta un long exposé de toutes les vexations dont il était journellement la victime. Mais ce travail fut laissé de côté sans avoir été revu, jusqu'au moment où il servit de base aux observations de l'empereur sur le discours de lord Bathurst.

Une visite de l'amiral Malcola donna quelque activité aux négociations pour un rapprochement qu'une concession de sir Hudson-Lowe semblait rendre possible. Il vint lui-même chez le grand-marchand pour lui donner avis que l'empereur se libérait de ses devoirs du cottage de Miss Wesson, et qu'il était prêt à venir à bord du *Porpoise*; mais des le lendemain tout était changé; l'humeur irascible de sir Hudson-Lowe exerçait son empire.

Sur ces entrefaites, l'amiral Malcola vint à Longwood, et l'empereur, après avoir reçu de lui l'assurance de sa confiance dans le désir de sir Hudson-Lowe de mettre un terme aux querelles qui lui fermaient les portes du salon de Longwood, l'autorisa à dire à ce général qu'il accorderait avec plaisir les explications qu'il lui transmettrait par l'intermédiaire de l'amiral, et que s'il rétablissait les choses dans l'état où elles étaient du temps de sir Georges Cockburn, tout serait oublié.

Des journaux, des brochures et des lettres d'Angleterre arrivées par la voie du Cap, firent, pour quelque temps, diversion à ces pénibles discussions. L'ouvrage de M. Miol, sur la campagne d'Egypte, attira l'attention de l'empereur, ainsi que des articles du *Quarterly Review*, et de recueils de Pilet sur le même sujet. L'accusation d'avoir fait fusiller 1,500 prisonniers, cette surtaxe de l'impôt, et ces pestiférés de Jaffa, l'indignèrent; et il passa la nuit à me dicter des notes sur les événements de cette époque.

Malgré l'état d'irritation naturelle où devait se trouver l'empereur en présence des actes si criminels du gouverneur de Sainte-Hélène, celui-ci, néanmoins, eut l'idée assez inexplicable de faire acte de galanterie et d'envoyer au général Bonaparte, pour son usage personnel, une petite caisse de café Bourbon, choix supérieur, en exprimant le désir que cette offre fût acceptée comme hommage de son respect et du soin qu'il s'efforçait de mettre à prévenir les moindres désirs du général. C'était, je le répète, chose inexplicable dans les circonstances où nous nous trouvions. Les impressions de l'empereur sur que la réponse jetterait de l'huile sur le feu; mais à mon grand étonnement, l'empereur me dit: « Faites porter cette caisse à l'office, du bon café est chose précieuse dans cette horrible place. » Cipriani me vint fou quand je lui remis la caisse pour que le chef d'office en fit usage, et j'eus besoin de lui répéter l'ordre de l'empereur pour qu'il se décidât à obéir, en me déclarant toutefois qu'il en ferait préalablement, et à plusieurs reprises, l'essai avant d'en servir à son maître. En résumé, le café était excellent.

Le temps s'étant tout-à-fait remis au beau, l'empereur sortit et termina sa promenade par une visite au grand-marchand; il n'avait pas mis le pied dehors depuis quarante-et-un jours. Le lendemain il se plaignit d'un violent malaise, et deux heures heures au bain.

Des offres ayant été faites à son frère Joseph par les Américains espagnols, l'empereur nous dit, en attendant que nous venions à bout de le décider à partir, qu'il n'accepterait rien.

« Joseph refusera sûrement; avec beaucoup d'esprit, de talent et toutes les qualités nécessaires pour faire le bonheur d'une nation, il aime trop la liberté et les jouissances de la vie bourgeoise pour vouloir se laisser enchaîner dans les fers d'une royauté. Son acceptation serait un avantage à ces malheureuses populations, qu'elle sauverait des calamités d'une longue guerre civile; elle serait aussi très-avantageuse à l'Angleterre, parce qu'elle acquerrait tout le commerce de l'Amérique espagnole. Joseph ne pourrait et ne voudrait avoir aucune relation diplomatique avec les rois de France et d'Espagne, et comme l'Amérique espagnole ne peut pas se passer des produits de l'Europe, il faudrait de toute nécessité que ses marchés s'approvisionnassent avec des marchandises anglaises; d'ailleurs Joseph m'aime sincèrement, et il se servirait de cette arme pour obtenir des ministres anglais un changement dans ma position. Cependant je ne crois pas qu'il accepte.

Quelques mois plus tard, cette conférence, refusa le prince Joseph fut offerte à l'empereur, et lui aussi la refusa? Les chefs américains-espagnols, dont le message parvint à Longwood, avaient prévu tous les obstacles résultant de la captivité de l'empereur; ils n'avaient rien oublié pour assurer le succès de leur démarche; mais la grande amie qui deux fois avait déposé la couronne de France, et qui de la conserver en livrant le pays aux horreurs de la guerre civile, n'aurait pu accepter le sceptre que lui offraient des populations en guerre avec elle et avec la mère-patrie, quand bien même le soin de sa propre dignité n'eût pas motivé son refus.

Sir Hudson-Lowe crut s'assurer la victoire dans nos querelles incessantes en rédigeant un volumineux mémoire justificatif de sa conduite, et en rejetant sur l'empereur le grand-marchand et moi, tous les torts de ses faits. Nous avons tout dénaturé; paroles, écrits, actes; il était le meilleur de tous les hommes, le plus désireux d'adoucir la captivité de l'empereur, et nous, nous étions les plus exécrables calomniateurs.

L'empereur fit avec indignation justice de cet écrit; véritable acte d'accusation contre nous; il le jeta au feu.

Une plainte répétée se trouvait dans mes instructions données dans celles de sir Georges Cockburn, les ministres

ne sont entrés dans aucun détail; ils s'en sont rapportés à mon jugement, et je puis prendre telles précautions qui me paraîtront convenables, et faire comme je voudrai; j'ai reçu en termes généraux l'ordre de prendre tous les soins imaginables pour que le général Bonaparte n'échappe pas et pour empêcher toute correspondance avec lui, si ce n'est par mon intermédiaire. Le reste dépend de moi.

« Tout cela n'est qu'un amas de sottises et d'infâmes insinuations, dit l'empereur; je soutiens, moi, que les actes de cet homme sont pires que ceux en vigueur à Botany-Bay, car en cet endroit même on ne défend pas aux condamnés de parler. Il faut qu'il soit tenu pour prétendre me persuader qu'il ne nous a pas maltraités; nous ne sommes ni des sottis, ni des gens ordinaires, pour nous laisser imposer par des paroles dorées. Il n'est pas, certes, un homme né libre dont les cheveux ne se dressent d'indignation en se voyant en butte aux ignobles procédés qui ont pour but de nous empêcher de parler aux personnes que nous sommes dans le cas de rencontrer dans l'enceinte destinée à notre promenade. C'est joindre l'ironie à la barbarie que de prétendre que c'est par excès d'égards que de semblables mesures sont prises. Véritablement, serais-je porté à croire que je me trompe, quand je vois dans cet homme un bourreau envoyé pour m'assassiner, et que c'est tout simplement un homme incapable et sans cœur, qui ne sait que son métier de geôlier?

J'ai déjà dit dans quelle pénurie d'eau nous étions tombés. L'empereur fit venir des bœufs de l'empereur. Le gouverneur fit venir des bœufs de son côté, et les bœufs de l'empereur et ceux du gouverneur furent attachés à des vaisseaux; mais cette eau était tellement saumâtre qu'elle exhalait en chauffant en rendit l'usage impossible. Malheureusement, les travaux commencés pour amener de l'eau à Longwood en quantité suffisante étaient encore loin d'être terminés. Quand je m'en plaignis à sir Hudson-Lowe, il me répondit qu'il les accélérerait autant qu'il le pourrait, et il s'excusa sur ce qu'il avait ignoré jusqu'à présent que le général Bonaparte eût besoin de se faire porter tous les jours pendant plusieurs heures dans de l'eau chaude.

L'homme, le bourreau est tout entier dans cette infâme plaisanterie.

Konink. Nederl. Schouburg.
Op Dingsdag 3 Maart 1846.
De Schipbreuk der Medusa.

ANNONCES

THOMAS EDWARD WATSON
ET
ROBERT C DOWDA, administrateur,
OF **BROOK WATSON, deceased.**

Notice is hereby given that pursuant to a Decree of the supreme court of judicature, at Fort William in Bengal, made on the twenty-fifth day of March 1846, in the case of William Patrick Grant Esquire the Master of the said ship (the children of Brook Watson) service of the East India Company, in the will of the said Brook Watson and the pleadings of this cause named and the time and place of the birth of their children respectively and whether any and which of them attained the age of eighteen years and is or are now living, respectively and whether any and which of them died without having attained the age of eighteen years, or when were or was last heard of and whether any and which of them died after having attained the age of eighteen years and who is or are their legal heirs and representatives. All persons claiming to be the children of the said Brook Watson and as such to be entitled to the estate or claiming to be the personal representatives or representatives of the said Brook Watson who died after attaining the age of eighteen years, are requested to come to the said court and show cause why their identity and claims should not be admitted and to prove their identity and claims.

GABRIEL VRIJHOEF, Complice Solliciteur
J. S. JUDGE, Dependants Sollicitor.

Amsterdam et Hambourg.
Le premier départ pour ces deux villes aura lieu le 5 mars prochain.

Cours des Fonds Publics.
Bourse de Paris du 28 Février.

France	Cinq pour cent	127 65
	Trois pour cent	94 95
	Emprunt Ardoin	
Espagne	Ann. différée	
	Nov. dito	
	Baïllye	
Naples	Certificats Falco	101 25
Pays-Bas	Debt active	
	Debt active	
Belgique	Debt	
	Debt belge	
Etats-Unis	Colligations de la Banque	

Bourse d'Anvers du 28 Février.
Métalliques, 5 1/2 % - Naples 5 1/2 % - And. 5 1/2 % - Dette différée ancien - Passive, 5 1/2 % - Lots de Belgique - Conces après la Bourse (2 1/2 heures), Ardoin 21 1/2 A. 5 P.

Bourse de Londres du 27 Février.
3 1/2 Cons. 96 1/2 - 2 1/2 Cons. 60 - 1/2 Cons. 5 1/2 - 3/4 Cons. 87 1/2 - Portugal 59 - Russie 112 1/2 - Ind. Ind. Ind.

Bourse de Vienne du 24 Février.
Métalliques, 5 1/2 % - Lots de 1500 - 154 1/2 - Lots de 500 - 121 1/2 - Actions de la Banque 107 1/2 - 50 de 100 - 116 - 1/2 - 100 de 100 - 116 - 1/2

LA HAYE, chez **Leopold Lebenerberg**, Cour de Commerce.